

# SENATO DELLA REPUBBLICA

XV LEGISLATURA

Doc. XII-*bis*  
N. 50

## ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

I parte della 53<sup>a</sup> Sessione ordinaria  
(Parigi, 4-6 giugno 2007)

Raccomandazione n. 803 <sup>(1)</sup>

L'Agence europea per la difesa due anni dopo

*Annunziata il 18 settembre 2007*

L'ASSEMBLÉE,

(i) Exprimant son plein soutien à l'Agence européenne de défense (AED);

(ii) Considérant que l'Agence représente à la fois l'aboutissement et le début d'un processus de mise en place d'une politique européenne en matière d'équipements, technologies, industrie et marché de défense;

(iii) Considérant que l'AED est un outil stratégique au service de la PESD;

(iv) Considérant que l'AED a vocation à devenir le pôle central de la coopération européenne en matière de capacités, armements, technologies, industrie et marché de défense;

(v) Considérant qu'il est souhaitable, dans cette perspective, que la compétence de l'AED soit élargie au secteur spatial de défense, étant donné le caractère stratégique central de la dimension spatiale pour l'autonomie et l'avenir de la PESD;

(vi) Estimant très positif le bilan des deux premières années d'activités de l'Agence;

(1) Adoptée par l'Assemblée le 6 juin 2007, au cours de sa 4<sup>ème</sup> séance plénière.

(vii) Estimant nécessaire de renforcer les structures de l'AED en personnels et moyens, dans une perspective d'action à moyen et long termes;

(viii) Considérant qu'il est indispensable, dans cette logique, que les Etats membres participant à l'AED arrivent à un accord sur un budget et un programme d'activités pluriannuels;

(ix) Considérant que le renforcement et le développement du rôle de l'AED nécessitent aussi de rehausser son statut actuel de manière à l'intégrer dans le cadre institutionnel de l'Union, comme le prévoyait le projet de Traité établissant une Constitution pour l'Europe (article III-311);

(x) Considérant que l'AED devrait évoluer, dans les domaines des capacités, des armements, des technologies et de l'industrie et du marché de défense européens vers un rôle similaire à celui de la Commission dans le domaine civil et celui de la sécurité;

(xi) Soulignant que si une partie des besoins capacitaires militaires peut être couverte par des équipements et des technologies conçus et développés dans le domaine civil, les applications du secteur de la défense ont aussi des débouchés et des retombées dans le domaine civil;

(xii) Soulignant toutefois qu'une partie non négligeable des équipements et des technologies de défense répondent à des besoins et spécifications qui ne sont pas transposables en l'état dans le domaine civil;

(xiii) Considérant de ce fait que l'argument de la dualité ou de la pluralité des usages des équipements et technologies ne doit pas conduire à une extension du domaine d'action de la Commission en empiétant sur les compétences de l'Agence, tout en favorisant la synergie entre les secteurs civil, de sécurité et de défense, notamment dans le domaine de la recherche, technologie et développement de sécurité et de défense;

(xiv) Appelant les Etats membres participant à l'AED qui sont aussi membres de l'OCCAR, signataires de la Lettre d'intention/accord cadre sur la restructuration des industries de défense européennes, membres du Programme d'action européen sur les technologies (ETAP) et engagés dans des coopérations bilatérales ou multilatérales, à mieux coordonner leurs initiatives et activités pour éviter les duplications inutiles, la fragmentation des efforts et l'émiettement des ressources budgétaires;

(xv) Rappelant qu'en conformité avec les dispositions de l'Action conjointe du Conseil de l'Union européenne du 12 juillet 2004, qui a créé l'AED, ces cadres de coopération et initiatives ont vocation à être intégrés progressivement dans l'Agence;

(xvi) Considérant, dans cette perspective, qu'il est indispensable de renforcer la relation entre l'AED et l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR) qui gère des programmes d'équipements de défense pour le compte de ses Etats membres depuis 2001, tout en respectant, jusqu'à une éventuelle décision d'intégration, l'autonomie et les compétences de chaque organisation;

(xvii) Soulignant le caractère transatlantique du marché européen des équipements de défense, que ce soit à travers la coopération dans le cadre de l'OTAN, les achats d'équipements et de technologies de défense auprès des Etats-Unis, les programmes « transatlantiques » ou la présence et les investissements des entreprises américaines et européennes dans les marchés de défense respectifs;

(xviii) Estimant de ce fait qu'il est souhaitable que les Etats membres participant à l'AED et les Etats européens de l'OTAN non membres de l'UE puissent arriver à un accord de coopération réciproque entre l'Agence et les organes correspondants de l'OTAN, notamment l'Agence de commandement, contrôle et consultation de l'OTAN (NC3A) et le Commandement allié Transformation (ACT);

(xix) Considérant, dans cette logique, que l'AED devrait être dotée d'une compétence en matière de relations extérieures et de programmes de coopération internationaux, y compris au-delà du cadre transatlantique;

(xx) Notant avec satisfaction la mise en place d'une Code de conduite intergouvernemental volontaire sur les acquisitions de défense et d'un Code industriel de bonne conduite dans la chaîne d'approvisionnement sous la supervision de l'Agence;

(xxi) Estimant que ces mécanismes favorisent la rationalisation, le renforcement et le développement du marché européen des équipements de défense;

(xxii) Considérant toutefois que cet objectif ne peut être pleinement atteint sans l'adhésion de tous les Etats de l'Union à ces initiatives et l'attribution à l'Agence d'un pouvoir de contrôle, basé sur le principe de la « subsidiarité communautaire »;

(xxiii) Rappelant le rôle, la contribution et les acquis du Groupe Armement de l'Europe occidentale (GAEO) et de l'Organisation de l'armement de l'Europe occidentale (OAE) de l'UEO dans la mise en place d'une dimension européenne autonome en matière de capacités, armements et technologies de défense européennes dont l'un des aboutissements logiques est l'Agence européenne de défense de l'Union européenne,

**RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES ETATS MEMBRES DE L'UEO, EN TANT QUE MEMBRES PARTICIPANT A L'AGENCE EUROPEENNE DE DEFENSE, A**

1. Trouver un compromis sur un budget et un plan d'activités pluriannuels pour l'Agence européenne de défense;

2. Renforcer progressivement les moyens humains et matériels de l'AED et envisager, à l'issue du processus de réforme des institutions européennes qui doit aboutir en 2009, d'intégrer l'Agence

dans le cadre institutionnel de l'Union comme le prévoyait le projet de Traité établissant une Constitution pour l'Europe;

3. Envisager de doter l'Agence d'un pouvoir de contrôle sur l'application et le respect des dispositions du Code de conduite intergouvernemental volontaire sur les acquisitions de défense, basé sur le principe de la « subsidiarité communautaire »;

4. Clarifier le rôle de l'AED en matière de rationalisation, de renforcement et de développement de la Base industrielle et technologique de défense (BITD) européenne par rapport aux initiatives de la Commission;

5. Veiller à ce que le domaine de compétence de l'Agence en la matière soit étendu et renforcé, et rappeler à la Commission que l'article 296 du Traité sur l'Union européenne est toujours en vigueur;

6. Mieux coordonner et organiser la coopération entre l'AED et les autres organisations et cadres de coopération européens, bilatéraux et multilatéraux, en matière de capacités, équipements et technologies de défense;

7. Encourager une relation de travail étroite entre l'Agence et l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement, qui gère des programmes d'équipements pour le compte de ses Etats membres, en vue d'un éventuel transfert des acquis de l'OCCAR à l'AED, si celle-ci est dotée des moyens de contracter et de gérer des programmes à l'avenir;

8. Dépasser les blocages politiques qui freinent l'établissement d'une relation de travail entre l'Agence et la Turquie et entre l'Agence et les organes compétents de l'OTAN, notamment l'Agence de commandement, contrôle et consultation de l'OTAN (NC3A) et le Commandement allié Transformation (ACT);

9. Envisager l'élargissement des compétences de l'Agence aux questions de l'espace de la défense, considérant l'importance stratégique de la dimension spatiale de la PESD;

10. Envisager un rôle international de l'Agence, notamment en matière de coopérations transatlantiques qui ont des incidences sur les capacités, les armements,

les technologies, l'industrie et le marché de défense européens;

11. Maintenir l'Assemblée informée des décisions portant sur l'évolution de l'AED et sur la coopération européenne en matière d'armements en général, dans l'esprit de l'article IX du Traité de Bruxelles modifié.

## N. B. Traduzione non ufficiale

## Raccomandazione n. 803 (1)

## L'Agenzia europea per la difesa due anni dopo

L'ASSEMBLEA,

(i) Esprimendo pieno sostegno all'Agenzia europea per la difesa (AED);

(ii) Considerando che l'Agenzia rappresenta ad un tempo il punto di arrivo e l'inizio di un processo di creazione di una politica europea in materia di materiali, tecnologia, industria e mercato della difesa;

(iii) Considerando che l'AED è uno strumento strategico al servizio della PESD;

(iv) Considerando che l'AED è destinata a divenire il polo centrale della cooperazione europea in materia di capacità, armamenti, tecnologie, industria e mercato della difesa;

(v) Considerando che è auspicabile, in tale prospettiva, che la competenza dell'AED sia allargata al settore spaziale della difesa, dato il carattere strategico centrale della dimensione spaziale per l'autonomia ed il futuro della PESD;

(vi) Ritenendo molto positivo il bilancio dei primi due anni di attività dell'Agenzia;

(vii) Ritenendo necessario rafforzare le strutture dell'AED in termini di personale e di mezzi, in una prospettiva di azione a medio e lungo termine;

(viii) Considerando che è indispensabile, in questa logica, che gli Stati membri che partecipano all'AED giungano ad un accordo su di un bilancio ed un programma di attività che abbiano carattere pluriennale;

(ix) Considerando che il rafforzamento e lo sviluppo del ruolo dell'AED esigono anche che sia elevato il suo attuale *status* in modo da integrarla nel quadro istituzionale dell'Unione, come prevedeva il progetto di Trattato che istituisce una Costituzione per l'Europa (articolo III-311);

(x) Considerando che l'AED dovrebbe evolvere nei settori delle capacità, degli armamenti, delle tecnologie, dell'industria e del mercato della difesa europei verso un ruolo analogo a quello della Commissione nel settore civile e della sicurezza;

(xi) Sottolineando che, se una parte delle esigenze in termini di capacità militari può essere coperta da materiali e tecnologie concepiti e sviluppati nel settore civile, le applicazioni del settore della difesa hanno anche sbocchi e ricadute nel settore civile;

(1) Approvata dall'Assemblea il 6 giugno 2007, nell'ambito della Quarta Seduta.

(xii) Sottolineando tuttavia come una parte non trascurabile dei materiali e delle tecnologie di difesa rispondano ad esigenze e specifiche che allo stato attuale non sono trasponibili nel settore civile;

(xiii) Considerando pertanto che l'argomentazione della dualità o della pluralità d'uso dei materiali e delle tecnologie non deve condurre ad un'estensione dell'ambito d'azione della Commissione con invadenza nelle competenze dell'Agenzia, sebbene essa favorisca la sinergia fra il settore civile, il settore della sicurezza e il settore della difesa, con particolare riguardo al settore della ricerca, della tecnologia e dello sviluppo della sicurezza e della difesa;

(xiv) Esortando gli Stati membri che partecipano all'AED che sono membri dell'OCCAR, firmatari della Lettera d'intenti/ Accordo quadro sulla ristrutturazione delle industrie europee della difesa, membri del Programma d'azione europeo sulle tecnologie (ETAP) ed impegnati in cooperazioni bilaterali o multilaterali, a coordinare meglio le loro iniziative ed attività per evitare le inutili duplicazioni, la frammentazione degli sforzi e la dispersione delle risorse finanziarie;

(xv) Ricordando che, in conformità con le disposizioni dell'Azione congiunta del Consiglio dell'Unione europea del 12 luglio 2004, che ha dato vita all'AED, tali quadri di cooperazione ed iniziative sono destinati ad essere integrati progressivamente nell'Agenzia;

(xvi) Considerando, in questa prospettiva, che è indispensabile rafforzare la relazione fra l'AED e l'Organizzazione congiunta di cooperazione in materia di armamenti (OCCAR) che gestisce programmi di materiali di difesa per conto dei suoi Stati membri dal 2001, pur rispettando, fino ad un'eventuale decisione d'integrazione, l'autonomia e le competenze di ogni organizzazione;

(xvii) Sottolineando il carattere transatlantico del mercato europeo degli armamenti di difesa, attraverso la cooperazione

in ambito NATO, gli acquisti di materiali e tecnologie di difesa presso gli Stati Uniti, i programmi « transatlantici » o la presenza e gli investimenti delle imprese americane ed europee nei rispettivi mercati della difesa;

(xviii) Ritenendo pertanto auspicabile che gli Stati membri che partecipano all'AED e gli Stati europei della NATO non membri dell'UE possano giungere ad un accordo di cooperazione reciproca fra l'Agenzia ed i corrispondenti organi della NATO, in particolare l'Agenzia NATO di comando, controllo e consultazione (NC3A) ed il Comando alleato per la trasformazione (ACT) ;

(xix) Considerando, in questa logica, che l'AED dovrebbe essere dotata di una competenza in materia di relazioni esterne e di programmi di cooperazione internazionali, anche oltre il quadro transatlantico;

(xx) Notando con soddisfazione la creazione di un Codice di condotta intergovernativo volontario sulle acquisizioni per la difesa e di un Codice industriale di buona condotta nella catena di approvvigionamento sotto la supervisione dell'Agenzia;

(xxi) Ritenendo che questi meccanismi favoriscano la razionalizzazione, il rafforzamento e lo sviluppo del mercato europeo dei materiali della difesa;

(xxii) Considerando tuttavia che quest'obiettivo non può essere pienamente raggiunto senza l'adesione di tutti gli Stati dell'Unione a queste iniziative e l'assegnazione all'Agenzia di un potere di controllo, fondato sul principio della « sussidiarietà comunitaria »;

(xxiii) Ricordando il ruolo, il contributo e gli *acquis* del Gruppo Armamenti dell'Europa Occidentale (GAEO) e dell'Organizzazione per gli Armamenti dell'Europa Occidentale (OAE) dell'UEO nella creazione di una dimensione europea autonoma in materia di capacità, armamenti e tecnologie di difesa europee delle quali

uno dei punti di arrivo è l'Agenzia europea per la difesa dell'Unione europea,

**RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI INVITARE GLI STATI MEMBRI DELL'UEO, IN QUANTO MEMBRI PARTECIPANTI ALL'AGENZIA EUROPEA PER LA DIFESA, A:**

1. Trovare un compromesso su di un bilancio ed un piano di attività a carattere pluriennale per l'Agenzia europea per la difesa;

2. Rafforzare progressivamente i mezzi umani e materiali dell'AED e prendere in considerazione, al termine del processo di riforma delle istituzioni europee che deve concretizzarsi nel 2009, la possibilità di integrare l'Agenzia nel quadro istituzionale dell'Unione come previsto dal progetto di Trattato che istituisce una Costituzione per l'Europa;

3. Prendere in considerazione la possibilità di dotare l'Agenzia di un potere di controllo sull'applicazione ed il rispetto delle disposizioni del Codice di condotta intergovernativo volontario sulle acquisizioni per la difesa, fondato sul principio della « sussidiarietà comunitaria »;

4. Chiarire il ruolo dell'AED in materia di razionalizzazione, di rafforzamento e di sviluppo della Base industriale e tecnologica di difesa europea (EDTIB) rispetto alle iniziative della Commissione;

5. Vigilare affinché l'ambito di competenza dell'Agenzia in materia sia esteso e rafforzato e ricordare alla Commissione che l'articolo 296 del Trattato sull'Unione europea è sempre vigente;

6. Coordinare ed organizzare meglio la cooperazione fra l'AED e le altre organiz-

zazioni e quadri di cooperazione europei, bilaterali e multilaterali, in materia di capacità, materiali e tecnologie della difesa;

7. Incoraggiare una stretta relazione di lavoro fra l'Agenzia e l'Organizzazione congiunta di cooperazione in materia di armamenti, la quale gestisce programmi di materiali per conto dei suoi Stati membri, ai fini di un eventuale trasferimento degli *acquis* dell'OCCAR all'AED, se quest'ultima sarà dotata in futuro dei mezzi per acquisire e gestire programmi;

8. Superare i blocchi politici che frenano l'instaurarsi di una relazione di lavoro fra l'Agenzia e la Turchia e fra l'Agenzia ed i competenti organi della NATO, in particolare l'Agenzia NATO di comando, controllo e consultazione (NC3A) ed il Comando Alleato per la Trasformazione (ACT);

9. Prospettare la possibilità di allargare le competenze dell'Agenzia alle questioni della difesa dello spazio, considerando l'importanza strategica della dimensione spaziale della PESD;

10. Prendere in considerazione la possibilità di un ruolo internazionale dell'Agenzia, in particolare in materia di cooperazioni transatlantiche che hanno incidenze sulle capacità, gli armamenti, le tecnologie, l'industria ed il mercato della difesa europei;

11. Tenere l'Assemblea informata delle decisioni relative all'evoluzione dell'AED ed alla cooperazione europea in materia di armamenti in generale, nello spirito dell'articolo IX del Trattato di Bruxelles modificato.